VOL LII SAINT-BONIFACE, MANITOBA, 10 OCTOBRE 1923 No. 46

ABONNEMENTS
Canada, par année $1.00
Etats-Unis, par année 1.50
Europe, par année 2.50

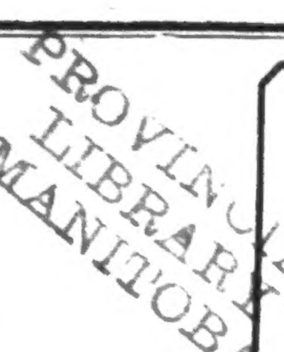
Tarif des Annonces
Par pouce .... 50 sous

ANNONCE LEGALES
1ère insertion, parligne .... 12 sous
Chaque insertion subséquente 8 sous

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 35 sous chacune. Petites annonces, 50 sous.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.



LE . NITOBA
EST PU ET IMPRIMÉ
TOUS I IERCREDIS

Toutes com ations concernant le journal ou l nerie devront être adressées :

Le Manitoba
Publié par A. GAUVIN
42, Avenue Provencher
SAINT-BONIFACE - MANITOBA
Téléphone : 1235

COUPS DE PLUME

Aux Etats-Unis, le pourcentage des divorces augmente tandis que le pourcentage des mariages diminue.

Les dernières statistiques donnent les chiffres suivants: En 1922 il y a eu 1033 mariages par population de 100,000; tandis qu'en 1916 le chiffre était de 1065; en 1906, le chiffre était de 1030; 1900, 930 et 1890, 910.

Le pourcentage du divorce en 1922 a été de 136 par population de 100,000 tandis qu'en 1916 il était de 112; 84 en 1906; 73 en 1900; 53 en 1890. En 1922 les divorces se chiffrent à 148,554; en 1916, à 104,684.

Il est aussi reconnu officiellement que 66 pour cent de la population ne pratiquent aucune religion; ce qui veut dire que là-bas l'athéisme est en pleine floraison.

Le repos dominical n'est pas en honneur; nous avons vu nous-même dans un grand hôtel de Chicago, la grande salle à manger fermée le dimanche matin pour permettre aux ouvriers de procéder sans retard à l'érection d'une salle de danse qui devait être prête le samedi soir suivant. Si l'on avait commencé l'ouvrage le lundi matin, l'on aurait perdu les revenus du samedi soir.

L'école est neutre et sans Dieu.

Par contre, le département du Trésor annonce à grand son de trompette que la dette des Etats-Unis a été réduite en quatre ans de $4,471'087,401.00; l'argent, dit-on, roule à flots dans la république américaine; on cite les noms de nombreuses villes où la construction atteint un chiffre phénoménal; on ne mange pas l'argent parce que c'est une nourriture qui se digère mal; mais on l'embrasse; c'est le veau d'or qui chez nos voisins règne en maître.

Attirés par le mirage un grand nombre des nôtres traversent les lignes; ils croient améliorer leur sort et celui de leur famille.

Avant de songer à quitter le pays, ne devrait-on pas donner une pensée au côté moral et religieux et ne ferait-on pas mieux de se demander si cette richesse apparente sera de longue durée.

Malgré ses monceaux d'or, le pays qui renie Dieu, le pays qui foule aux pieds les liens intangibles du mariage, le pays qui fait fi du repos dominical, le pays qui élève l'enfance dans la neutralité scolaire, ce pays court vers un cataclysme certain, s'il ne fait machine en arrière et s'il ne revient aux seuls vrais principes.

Avant de se mettre en route pour les Etats-Unis, songeons donc à cet état de choses.

Même au point de vue matériel seul tout n'est pas si rose que cela.

Déjà plusieurs s'en reviennent et un plus grand nombre s'en reviendraient s'ils le pouvaient.

Les ballons crèvent là-bas comme ici, et, après tout, même si les temps sont durs au Canada; si l'argent est rare, l'avenir n'est pas si noir pour tout cela; nous aussi nous verrons de beaux jours, nous n'avons qu'à nous mettre résolument à l'oeuvre et l'argent finira ici aussi à circuler plus aisément.

Un peu de patience, et notre situation matérielle finira par s'améliorer et nous pourrons en même temps élever nos familles dans un pays qui, s'il n'est pas parfait au point de vue religieux, ne va pas cependant jusqu'à la négation de Dieu et jusqu'au reniement froid de tous les principes et de toutes les lois qui sont à la base des familles et de la société.

Certes nous croyons que le côté religieux est supérieur au côté matériel; nous croyons qu'il vaut mieux vivre pauvre avec la pensée religieuse que riche sans religion, mais même si nous n'envisageons la question qu'au point de vue du bien-être matériel nous croyons que l'avenir est encore plus encourageant au Canada.

Des empires plus riches et plus puissants que les Etats-Unis ont, dans le passé, été écrasés sous le poids de leur matérialisme et si dans la République américaine le pourcentage des divorces continue à augmenter, si le pourcentage des mariages continue à diminuer; si l'on continue à marcher à grands pas vers l'union libre; si l'on continue à renier Dieu, et ses préceptes, un jour viendra où l'on constatera trop tard que les Etats-Unis comme champ de colonisation ne valent pas le Canada.

* * *

Le centenaire de Mgr Taché sera célébré à St-Boniface les 22 et 23 octobre.

L'on chercherait en vain, croyons-nous, dans toute l'histoire de l'Ouest Canadien, une figure plus imposante que celle de ce grand archevêque et dans toute l'histoire du Canada le nom de Mgr Taché est parmi les plus grands.

Missionnaire, il est allé planter la croix jusque dans l'Extrême Nord; homme d'état, il a contribué à régler les questions les plus épineuses qui aient confronté les autorités du pays; savant, il a touché à toutes les sciences; homme de lettres, il a, dans le jardin fleuri de la littérature, cueilli les fleurs au parfum le plus délicat et dans l'éloquence il a atteint les hauteurs; à l'exemple de son Maitre, il a connu toutes les souffrances physiques et morales; il a aimé son peuple d'un amour ardent; il a placé le nom de Taché parmi les phares lumineux qui de tous temps éclaireront sa race et son pays.

La célébration de cet anniversaire sera l'un des événements les plus importants qui puissent être enrégistrés sur les bords de la rivière Rouge.

Des fêtes grandioses se préparent et nul doute qu'à cette occasion nous verrons à St-Boniface une affluence de personnages distingués venus de toutes les parties du Canada.

Nous espérons que le comité qui se chargera de l'organisation de ces fêtes voudra bien nous faire parvenir le programme en temps et lieux afin que nous puissions le donner à nos lecteurs.

LE RAPPORT DES CHEMINS DE FER NATIONAUX

Le rapport financier des chemins de fer nationaux pour les premiers mois de l'année, montre que les recettes brutes dépassent les dépenses d'opération de près de $3,000,000.00.

C'est sans doute un résultat encourageant et qui démontre qu'après tout la consolidation des chemins de fer accomplie par l'ancien gouvernement conservateur n'était pas une si mauvaise affaire.

Ce qui fortifie cette conclusion, c'est le fait que seul des cinq réseaux réunis, le Grand-Tronc est d'exploitation réellement profitable; l'ancien Canadian Northern équilibre péniblement ses recettes avec ses dépenses d'opération, et les trois autres présentent un déficit.

Le "Star" va jusqu'à dire que les profits réalisés par le Grand-Tronc l'ont été entièrement sur la partie du réseau située en territoire américain. Les chiffres que nous avons sous la main ne nous permettent pas de contrôler cette assertion, mais il est à remarquer qu'elle n'a été démentie par personne. (C'est sans doute pour cela que M. Thornton fait passer ses commandes aux Etats-Unis, et qu'aux achats de wagons chez nos voisins, il joint maintenant des commandes de rails, alors que les acieries canadiennes sont forcées de réduire leur personnel.)

Il reste donc établi que si, cette année, les chemins de fer d'Etat peuvent mettre de côté quelques millions pour le paiement des intérêts sur leurs obligations, et diminuer d'autant le lourd déficit que le pays devra encore combler, ils se doivent à leur consolidation avec le Grand-Tronc, dont l'acquisition a été si violemment combattue par le parti maintenant au pouvoir. L'expropriation du Canadian Northern est loin d'avoir soulevé une opposition aussi vive que celle du Grand-Tronc, et les événements se sont chargés de démontrer que des deux, la dernière a été de beaucoup la plus profitable, puisqu'elle suffit à elle seule à combler les déficits d'exploitation des autres réseaux.

La politique conservatrice ne pouvait recevoir de justification plus complète, et comme d'habitude, ce sont ses adversaires d'hier qui sont forcés de la lui donner. M. Lapointe ne déclarait- il point lui-même que dans quelques années, le pays aurait à se féliciter de posséder cette vaste entreprise? Alors, pourquoi avoir tant crié au désastre et à la folie, il y a trois ans, quand fut consommée la nationalisation du Grand-Tronc, dont la réunion aux autres systèmes devait d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses?

C'est l'acquisition du Grand-Tronc qui a rendu possible la réunion, la consolidation des quatre autres voies ferrées que nous possédions déjà, et qui a fait du tout un actif dont les adversaires du projet reconnaissent aujourd'hui et proclament la valeur; si bien qu'ils ne songent nullement à s'en défaire, bien que la réunion de tous les systèmes ait rendu cette tâche infiniment plus facile: le plan Shaughnessey lui-même, dont nos libéraux de Montréal faisaient si grand état, a été jeté aux oubliettes dès l'accession au pouvoir du gouvernement actuel. On peut être assuré qu'il prolongera le "Fair Trial aussi longtemps qu'il demeurera en office, quels qu'en soient les résultats.

Et aux prochaines élections — et même avant — nous entendrons ces adversaires farouches et irréductibles de la nationalisation réfuter eux-mêmes un à un les arguments qu'ils accumulaient jadis contre le projet, en faire voir les avantages, s'en attribuer tout le mérite, nous verrons une fois de plus tous ces geais se parer des plumes du paon.

La Minerve **D.**

PASCAL ET L' ENFANCE

On a beaucoup parler de Blaise Pascal en cette année de son tricentenaire. Ce génie est si fécond, si général, que c'est difficile de parler de lui sans omettre quelque chose. C'est ainsi que dans la "Revue Pédagogique" M. Dugas signale Pascal comme l'auteur de la méthode de lecture rationnelle maintenant appliquée dans les écoles primaires de France.

Voici à ce propos ce que dit Albert Petit dans une chronique du "Journal des Débats":

Comment Pascal a-t-il été amené à s'occuper de cette question? Certes il n'a pas dû lui-même éprouver une grande peine à apprendre à lire. Il est de ceux avec qui toutes les méthodes réussissent. Mais sa jeune soeur, Jacqueline, maîtresse des novices et chargée de l'éducation des enfants à Port-Royal, n'avait affaire qu'à des enfants prodiges. Les méthodes d'alors étaient barbares. On commençait par apprendre à lire en latin; on mettait des années à ânonner des mots dénués de sens, puisqu'ils étaient d'une langue inconnue, comme pour mieux dégoûter les enfants de cet exercice. Sur ce premier point, ces Messieurs de Port-Royal firent d'abord une révolution. Ils enseignèrent à lire en français, et il n'y avait pas bedifficulté que nous avons tous connue. Les noms consacrés des consonnes ne répondent pas à leur son dans les syllabes. La lettre **g**, prononcée **gé**, n'explique pas que son association avec un **a** donne le son **ga**. De même **m**, prononcé **em**, devrait donner avec un **a** le son de **ma**; **r'** prononcé **er**, devrait faire **erra**, et non **ra**, etc. L'enfant lira tout d'abord **boéenne** pour **bon**, et il n'apprend-que par routine et non par réflexions à lire **bon**. Comment deviner tout seul que la combinaison de caractères appelés **ef, er, igrec,** se prononce **fri**!

Pascal développe surtout son idée dans le chapitre VI de la "Grammaire générale", intitulé: D'une nouvelle manière pour apprendre à lire facilement en toute langue." Il pose nettement le défaut de principe de l'ancienne méthode: "Les consonnes ne sont appelées consonnes que parce qu'elles n'ont point de son toutes seules, mais qu'elles doivet être jointes avec des voyelles et sonner avec elles. C'est donc se contredire soi-même que de montrer à prononcer seuls des caractères qu'on ne peut prononcer que quand ils sont joints avec d'autres." Jacqueline (soeur Euphémie), vivement intéressée, lui demanda des éclaircissements: "Nos mères m'ont commandé de vous écrire afin que vous me mandiez toutes les circonstances de votre méthode pour apprendre à lire, où il ne faut pas que les enfants sachent le nom des lettres." Elle est courante aujourd'hui. Elle aurait suffi à faire la gloire d'un autre, comme le dit M. Marcel Prévost dans ses **"Lettres à Françoise": "L'homme qui, apprenant à lire aux enfants, inventa de leur faire appeler r, "re", f, "fe", q, "que", me paraît posséder une sorte de génie et mériterait bien qu'on lui élevât une statue. M. Marcel Prévost ne croyait pas si bien tomber.**

Pascal a d'autres titres; ce n'est pas une raison pour oublier celui-ci. Il a trouvé cela en passant, comme il trouvait une solution à toute difficulté sur laquelle il portait son attention. Il a substitué le "syllabaire" à l'"abécédaire" en se jouant, pour aider sa soeur, comme il avait imaginé la machine arithmétique pour simplifier les comptes de son père, intendant de la taille en Normandie, et comme il écrivit "les Provinciales" pour obliger ses amis de Port-Royal, plus capables de trouver des arguments que de les faire valoir.

ELLES SONT PRUDENTES

Nous avons signalé, il y a quelques temps, la campagne entreprise déjà depuis un an dans le but de convaincre les municipalités de campagne qu'elles doivent évaluer leurs propriétés à pleine valeur. Le sujet est assez important pour que nous y revenions un peu plus longuement.

Le monde agricole vit actuellement des heures graves. Comme celui de l'industrie, du commerce et du travail il passe par une crise. Le chômage depuise cinq ans en permanence chez nous, à la ville comme à la campagne, la migration des nôtres vers les centres urbains et surtout vers les Etats-Unis, nous le disent assez éloquemment pour que nous n'en doutions plus.

La crise actuelle durera tant que la monnaie nationale n'aura pas retrouvé le chemin de sa valeur normale. C'est dire qu'avec une sage politique nous pourrions la passer relativement vite. Une mauvaise politique pourrait la faire durer bien longtemps et l'aggraver à un point qu'il est aujourd'hui impossible de prévoir. Et parmi les éléments de cette mauvaise politique, qu'elle vienne du fédéral, du provincial ou du municipal, nous plaçons au tout premier rang la fièvre de l'évaluation.

De cette fièvre nos villes sont déjà atteintes, et gravement. Considérons leur situation et nous verrons que dans la plupart d'entre elles, la limite d'emprunt a depuis quelques années, maintes fois reculé au moyen de hausses répétées de l'évaluation que la loi permet de fixer à la pleine valeur. Comme aussi depuis la guerre, on a entièrement perdu le sens de la valeur réelle pour ne nous donner prsque toujours que dans la valeur spéculative, la plupart de nos villes possèdent pour leur malheur, des rôles d'évaluation pompeusement gonflées.

Si nous regardons encore le chiffre de leurs dettes, nous verrons que la limite d'emprunt, si éloignée qu'elle soit par des évaluations surfaites, est pratiquement toujours atteinte quand elle n'est pas même surpassée pour une raison d'urgence quelconque. Demain si on trouve

(A suivre, page 4)

M. LE CHANCELIER STESEMANN

Quand M. Stresemann était un petit garçon aux jones en forme de pommes d'api, aux yeux étonnés et ronds, il apprenait la langue française. Son maître était un Belge, versé par le malheur des temps dans l'Université allemande.

Le petit Stesemann était un bon élève. Ses progrès étaient rapides, si rapides que le professeur lui dit:

—Si vous continuez, vous pourrez aller à Paris tout seul.

—Quand je serai grand, répondit l'enfant, j'irai à Paris avec l'Empereur, parmi les officiers des armées victorieuses.

Le maitre de français ne répondit pas. Mais dans le camp de concentration où il a été torturé, il s'est souvenu de l'élève. Il s'est souvenu tristement de cette âme enfantine longuement préparée à la guerre. Aujourd'hui, dans le calme de Louvain, dans la gloire de la patrie retrouvée, le professeur sourit et suit de loin les évolutions de l'élève, devenu chancelier.

Car M. Steremann a fait beaucoup de chemin, dans des directions opposées. C'est un fanatique très souple: il a été fanatique de l'Empire et de l'empereur. Il est fanatique de la démocratie. Il a été fanfaron de guerre; il est chevalier de la paix. Son fanatisme national est patient, exact, microscopique. Sous prétexte de respect et d'admiration pour la grandeur des facultés prussiennes, il soigne la seule élévation de sa personne.

Sa conversation est cynique dans le ton grave et froid. A une dame qui lui demandait comment il avait pu abandonner Guillaume II tant adoré, tant encensé, il répondit:

—J'avais pris pour un noble chevalier celui qui n'avait même pas le pied sûr!

Maintenant M. Stresemann est un homme d'affaires qui aime sa république, comme ilaima son maître. Il a cessé de servir les Hohenzollern, "vu les circonstances", avec un mouvement de talon à pivot.

Il a pour les idées la même indépendance d'esprit que son coeur adopta vis..à..vis des personnes. Il ne reste pas grand'chose du Stresemann que les élections de 1907 versèrest dans le Reichstag. Il a été seize fois décoloré, seize fois parlementaire. A chaque coup la teinte s'est modifiée. Dans sa jeunesse, Stresemann était dédié au culte "national-social" dont Nau..mann était le grand..prêtre. Doucement, sans heurt et sans secousse, il passa avec le choeur des nationaux libéraux. Mais, prudent, soigneux de l'avenir, ménager des puissances financières, il se tint à l'écart quand Bassermann mena le combat contre les grands industriels du paati. Modestement il disparut du parlement et fit dans les petites villes une abondante tournée de conférences pour affirmer son talent oratoire.

Cette éloquence est singulière: simple dans les mots, contournée dans l'idée, elle reste sans ampleur mais un peu lourde de la lourdeur qu'on pourrait comparer à celle d'un manteau de Cour recoupé et rapetisé en manteau de course contre le déluge des objections et des interruptions.

* * *

En politique M. Stresemann a l'air de se tenir à cheval sur des principes. Il change de cheval quand sa monture est fourbue. Sa versatilité et son goût de l'opporun le rapproche de M. Lloyd George, dont il imite la brusque agilité. L'un et l'autre compte beaucoup sur leur 'flair'. Ils sentent les événements comme les marins sentent le vent. Mais parfois ils se trompent. C'est ainsi que M. Stresemann crut, dans les premiers temps de la guerre, à l'intervention américaine en faveur de l'Allemagne. Dans le démenti des événe-

(A suivre en page 2)

M. LE CHANCELIER STRESEMANN

(Suite de la page 1)

ments, il ne se troubla pas et dit avec une perfide candeur:

"Je savais que les Américains ne devaient pas venir avec nous. J'ai le courage de paraître me tromper pour élever le niveau de la confiance populaire."

Instruit par la leçon américaine sur le danger des prophéties, M. Stresemann tourna son optimisme et sa réconfortante confiance vers la politique intérieure. Il vit les fautes économiques de son parti et de tous les partis. Il ordonna l'indispensable: contre les chefs de son groupe, il réclama le suffrage universel; contre l'opposition de ses amis, il fut l'avocat du système parlementaire.

Son évolution eut parfois l'habilité titubante d'une ivresse simulée; les explosions d'une douleur habilement feinte. Il ne résista jamais mieux qu'aux heures où il eut l'air de céder aux supplications et aux invectives de ses amis. Avec une adresse d'un prestidigitateur, il fit passer dans l'ombre, puis dans l'oubli, la question de la forme monarchique. Il avait déjà triomphé, que la foule voyait à peine qu'il était devenu le soutien de la constitution et de la république.

Son grand oeuvre s'édifia au lendemain de ce succès, quand il forma la coalition de l'industrie et de la petite bourgeoisie pour duper à la fois la classe populaire à l'intérieur et le groupe des vainqueurs à l'extérieur. Il réussit près des ouvriers. Il échoua contre ce roc de fermeté qui est le chef du gouvernement français. Il échoua mais il ne se brisa pas.

Les fautes économiques du dernier cabinet firet le salut et préparèrent la brillante entrée de M. Stesemann.

Cette fois le rallié du ralliement germanique affirme, la main sur le coeur qu'il a renoncé aux symboles monarchistes. Il se place, selon un mot célèbre, "sur le terrain des faits accomplis", et se présente en défenseur du régime, en défenseur libéré de tout le passé.

Les Allemands, avides de nouveautés, prennent ces vieilles formules pour une invention du génie imprévu et ils applaudissent l'orateur.

Maintenant, M. Stresemann saura-t-il cessé d'être le brillant soliste de l'orchestre? Est-il de taille à devenir le chef d'orchestre, dont l'autorité domine les musiciens et le public de la salle? Son ambition a fait de lui quelque chose. Va-t-il monter à la plus haute ambition qui fait faire les grandes choses?

Donnera-t-il raison à la foule de ses partisans qui espèrent tout de lui ou à celui de ses anciens amis qui disait:

"L'amour propre de Stresemann est tel qu'il réussira le tour de force de se baiser lui même le front."

Certes, M. Stresemann a cette science, cette connaissance, cette expérience qui s'appellent en politique [illegible]. Mais notre Bonald qui devant [illegible] plus grand et plus [illegible] dans [illegible] oubli, Bonald a [illegible]: "C'est le bon sens qui fait les [illegible] du génie."

* * *

M. Stresemann aura-t-il le bon sens qui sait substituer aux offres [illegible] les nécessaires concessions? L'Allemagne a trouvé ce petit [illegible] adroit qui sait faire les promesses en pensant aux moyens d'en éviter l'exécution. C'est insuffisant en présence d'un Poincaré, cette magnifique unité humaine qui ressemble à l'arbre élevé seul dans la plaine d'un paysage de Ruysdael.

En d'autres termes, un Stresemann mis en échec, pourrait descendre du pouvoir, et prendre le chemin d'une ambassade où il ferait briller sous les lustres son esprit et ses décorations. Mais la démocratie allemande est pressée d'en finir. Elle traitera le chancelier [illegible] comme les enfants traitent le polichinelle cassé.

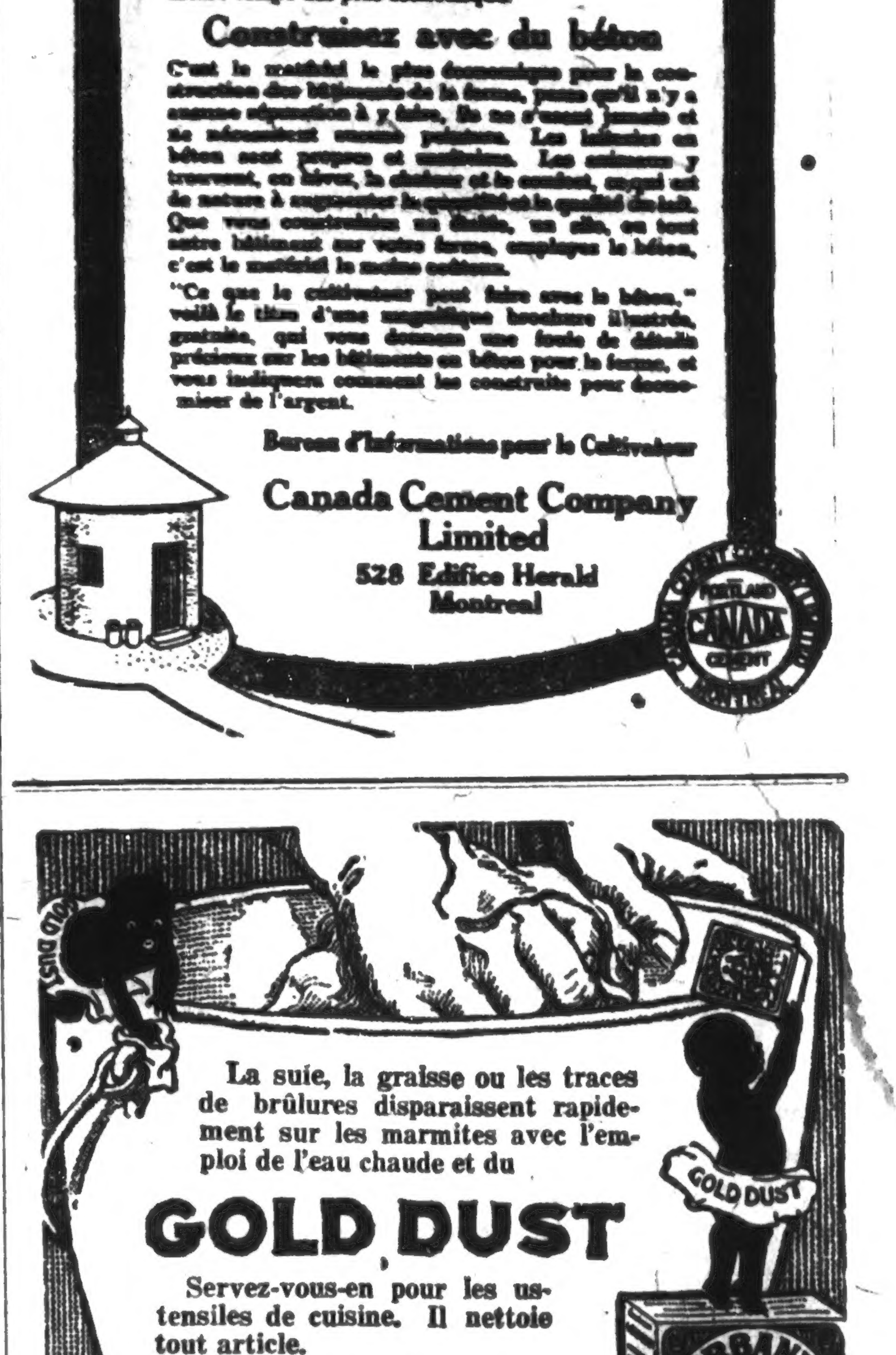
Déjà les purs Allemands, les vrais Prussiens lui reprochent le choix d'un de ses collaborateurs dans le ministère, le docteur Hilferding, ancien directeur de la "Freiheit", n'est pas citoyen du Reich allemand. C'est un Viennois tendre et fleuri, déporté par la tempête des vases du Ring dans les parterres de Berlin. C'est un véritable Autrichien!

La finesse annexionniste de ce choix n'est pas comprises par les Prussiens avides.

En vérité, M. Stresemann, sauveur improvisé, pourrait bien disparaître d'un coup, brusquement absolument de la même manière qu'il est arrivé. "Dites-moi d'où il est venu: je vous dirai où il est allé." Les ailes des hommes politiques qui n'ont pas l'envergure d'hommes d'Etat se fondent comme les ailes fixées à la cire du premier aviateur. Ils se précipitent alors sans discussion, sans résistance. Ils sombrent d'un trait, la tête en bas — tombant non à pic, mais à plat.

Jean de Bonnefor.

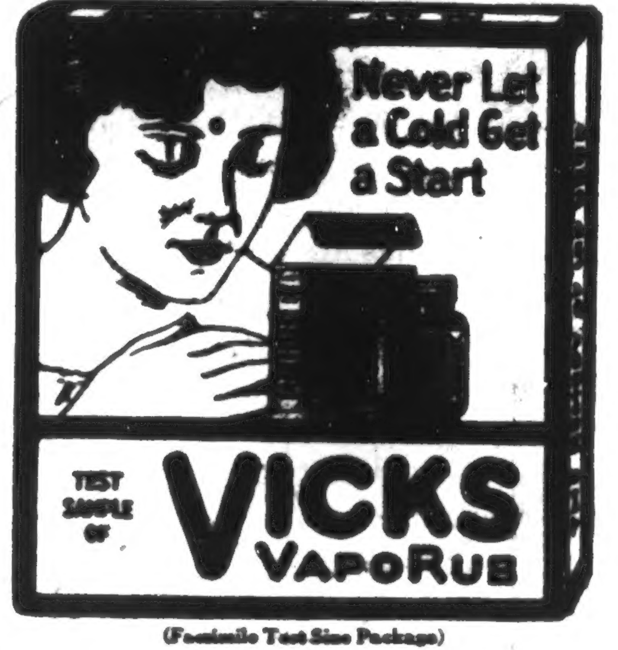
(*Le Gaulois*)











(Facsimile Test Size Package)

UNE BELLE FIGURE FRANCAISE

On inaugurait récemment à Metz, en présence d'un cardinal, de trois évêques des provinces de l'Est, d'un évêque luxembourgeois et d'un représentant du gouvernement, le monument élevé à la mémoire du grand Français qui fut évêque de la grande cité lorraine aux jours sombres de la guerre de 1870-1871 et qui le demeura aux heures, plus cruelles encore, de l'annexion, quand la lourde botte germanique pesait si lourdement sur l'âme douloureuse, mais invaincue, des fiers Français arrachés à la mère patrie.

Le cardinal Charost, archevêque de Rennes, la ville natale de Mgr Dupont des Loges, a fait revivre par le prestige de sa belle éloquence, l'héroïque et simple figure du prélat qui eût pu prendre comme devise le mot de la fidélité: "Je maintiendrai."

S'il fut un homme qui ne se courba jamais devant le fait accompli, dès lors que celui-ci consacrait une violation de droits, ce fut l'ancien évêque de Metz. La puissance n'eut jamais raison de sa volonté. Dans toute la force et la noblesse du terme, c'était un caractère.

Le cardinal Charost dans son discours, a cité un trait de ce caractère indomptable qui le peint admirablement. Quatorze ans avant la néfaste guerre de 1870, Mgr Dupont des Loges fut convié au baptême du prince impérial. Le prélat était "en froid" avec Napoléon III. Il refusa. Les années passèrent. Vint la guerre, puis la catastrophe. L'Empereur à Metz, assistait, en cette première quinzaine du sinistre mois d'août 1870, à la débâcle de son règne et à l'effondrement de la patrie. Alors Mgr Dupont des Loges avait refusé de s'associer à une fête de l'Empire victorieux, oublia tous ses griefs: il n'avait plus devant lui qu'un prince malheureux, qu'un homme qui souffrait, qui pleurait la grande détresse du pays. Et tandis que Napoléon III sentait l'isolement se faire peu à peu autour de son infortune, il eut la consolation suprême de trouver un appui, un réconfort dans le coeur de Mgr Dupont des Loges qui alla vers lui, sans en être prié. L'évêque dédaigneux des honneurs de la cour aux jours heureux, offrait à l'Empereur son amitié loyale aux jours d'épreuve.

Tel était l'évêque de Metz. On pense bien que ce n'était pas cet homme-là qui, quelques semaines plus tard, pouvait s'incliner devant la puissance usurpatrice. Mais il conserva devant elle cette haute dignité qui devait forcer le respect des autorités allemandes.

Un jour du mois de septembre 1871, au cimetière Chambrière, devant les tombes des soldats français morts en défendant la terre lorraine, comme on demandait à Mgr Dupont des Loges de prononcer quelques mots, il se contenta de citer la parole des Livres saints: "Ne pleurez pas comme ceux qui n'ont pas d'espérance". Jamais discours ne provoqua plus profonde émotion dans une assemblée.

Il avait, lui, gardé l'espérance. Et c'est pourquoi, bienque la mort l'eut ravi à ses bienheureux diocésains depuis trente-sept ans déjà, il devait être, aux heures réparatrices de 1918, l'un des meilleurs ouvriers de la victoire du driit outragé et de la reconstitution de l'unité française. X. Y. Z.

LE CANADA MUSICAL

L'activité musicale renaît de toutes parts et, avec l'ouverture imminente du Metropolitan-Opera de New-York, on annonce l'engagements d'artistes nouveaux pour la saison d'hiver. Dans le Canada musical du 6 octobre, Mme Raymonde Delaunois, qui chantera dans plusieurs villes canadiennes, a écrit une jolie étude sur le "Chant et la Musique Moderne". Mlle Mary Garden, récemment revenue de son voyage d'Europe, a donné une interview aux journalistes de New-York comme elle seule sait le faire. Le confrère montréalais donne des détails très circonstanciés de la prochaine visite du Choeur de la Chapelle Sixtine, en Amérique, visite autorisée par S. S. Pie XI. Des artistes français sont engagés par le New England Conservatory of Music et par l'Orchestre symphonique de Minneapolis. Beaucoup de portraits dans ce numéro du Canada Musical en vente au prix de 15 sous. Abonnements, $2.50, s'adresser au Casier postal 1509 Montréal.

DES LIQUEURS DESASTREUSES

Durant les neuf premiers mois de l'année 1923, aux Etats-Unis, plus de deux mille personnes ont perdu la vie parce qu'elles avaient bu des liqueurs empoisonnées. Dans la proportion d'au moins 90 pour cent, les liqueurs de contrebande vendues dans les villes américaines contiennent du poison en quantité plus ou moins grande. Ces faits ont été établis par des enquêtes faites par l'"United Press."

REGIME SEC

Quand la prohibition devint loi aux Etats-Unis, il fut stipulé que le "régime sec" serait appliqué pendant une période d'essai de 41 mois: puis on étudierait les résultats obtenus. . . .

La période expérimentale de 41 mois touche à son terme et le ministre de la Justice américaine, dans un rapport officiel au président Coolidge, est bien obligé de constater la faillite de la loi. Jamais l'ivresse et la criminalité ne s'étaient autant développées.

Logiquement il semble que le voir cause gagnée devant la morale américaine. vin, pris avec sobriété, devrait a-

Si les Etats-Unis jugent que le régime sec doit continuer, c'est nul doute pour des raisons étrangères [illegible] pour lesquelles se base la vertu de tempérance.

M. Jean Dupont [illegible]

ELLES SONT PRUDENTES

(Suite de la page 1)

encore le tour de l'éloigner, on verra la dette grossir en proportion. Et de nos jours quand une dette municipale grandit c'est toujours pour une période de vingt à trente ans. Nous ne nous contentons plus de nous endetter mais, plus avancés de beaucoup que nos pères, nous endettons du coup la génération qui nous suivra.

Allons-nous communiquer notre fièvre aux municipalités de campagne? Les uns le veulent, d'autres s'y opposent, et nous sommes de ces derniers. Nous sommmes contre le système dit de l'évaluation à la pleine valeur pour les municipalités agricoles parce que, nous l'avons vu, l'exemple des villes nous conseille d'aller lentement dans cette direction; parce que il nous sera très difficile d'ici plusieurs années de nous entendre sur ce qu'il faut comprendre par la pleine valeur d'une terre; parce que ce n'est pas l'évaluation municipale qui fait la richesse et qui donc le véritable crédit.

Nous ne reviendrons pas sur le cas des villes, et nous dirons immédiatement ce que nous entendons par la valeur d'une terre. Ce n'est pas à notre sens ce que l'on peut obtenir d'un acheteur pris par le microbe de la spéculation. Tous ceux qui ont acheté pendant la guerre, alors qu'ils étaient dans ces dispositions, peuvent nous renseigner, sinon sur la valeur réelle d'une terre, du moins sur la valeur qu'un bien n'a pas. Ce n'est pas non plus la valeur de ce que peut rapporter une terre en temps de hausse anormale des prix. Tous les cultivateurs qui, pour suivre les conseils des prédicants de "l'année de la surproduction" ont contracté de trop lourdes dettes pour s'outiller en conséquence, savent aussi que la production d'une terre n'a pas toujours la même valeur et qu'en conséquence, même à production égale, un cultivateur ne peut faire des paiements égaux ou rencontrer des intérêts égaux.

* * *

A notre avis la valeur d'une terre doit être calculée, non pas d'après ce qu'elle rapporte en minots de ci ou de ça évalués aux prix que les cotations du grand marché peuvent apporter dans les bureaux d'un ministère; mais d'après ce qu'une terre rapporte, en moyenne et en temps normal, en piastres et en sous. Deux terres également fertiles et de même grandeur n'ont pas du tout la même valeur, si l'une est située près d'une ville et l'autre est à trente lieus du chemin de fer. Cette différence est difficile à retracer de loin, et c'est pourquoi, le projet de ceux qui voudraient avoir un évaluateur de comté chargé de mettre tout le monde sur le même pied pourrait avoir des résultats tout-à-fait contraires à ceux que l'on recherche.

D'une manière générale l'évaluation a plus de chances d'être juste si elle est faite de près, et autant nous doutons de l'efficacité d'un évaluateur de comté, autant nous doutons de la valeur du reproche de non évaluation adressée à nos cultivateurs par le Ministère des Affaires municipales.

* * *

Comme les autres, mais pas plus certainement, certains de nos cultivateurs ont donné dans de trop lourdes dettes depuis quelques années; ils en souffrent actuellement. Nos municipalités agricoles sont cependant en meilleure situation que nos municipalités de ville, parce que moins que ces dernières elles sentent le besoin de s'endetter. Laissons donc au bon sens de nos agriculteurs le soin de nous garder des campagnes prospères, parce que pas endettées plus qu'elles ne peuvent payer.

Il nous semble d'ailleurs que le fait que nos municipalités rurales ne cherchent pas à souffler leurs rôles d'évaluation devrait plutôt nous réjouir que nous scandaliser. Leur prudence traditionelle leur fait repousser la fausse richesse qui conduit d'ordinaire à la pauvreté. Nos municipalités rurales garderont haut le crédit de notre province tant qu'elles fuiront les dettes, en ne cherchant pas à passer pour plus riches qu'elles ne le sont en réalité.

L'Action Catholique. Thomas Poulin.

L'EMBARGO OU LA FAMINE

Nous recevons la lettre suivante au sujet de l'embargo sur le bois de pulpe, de la part de M. Frank Barnjum, de Montréal.

Monsieur.

Jusqu'ici la presse du Canada a donné une si grande place à la cause de conservation de nos forêts que je m'abstiendrai de tenter de répondre aux arguments spécieux et fallacieux qui ont paru récemment dans quelques journaux opposés au projet d'embargo sur l'exportation du bois brut. La presse a répondu tant et plus à ces prétendus arguments. Si leurs auteurs n'ont pas été déjà convaincus il n'y a plus rien qu'on puisse dire maintenant qui pourrait les convaincre. Cependant je demanderai votre indulgence pour poser deux ou trois questions qui éclaireront beaucoup plus le peuple que de longues colonnes de chiffres pourraient le faire.

Dans une de mes dernières lettres, qui a paru dans presque tous les principaux journaux du Canada, je demandais ceci: "Il y a-t-il un homme dans tout le Dominion qui dira qu'il n'est pas préférable pour le pays de fabriquer notre pâte de bois ici, laissant ainsi au pays $50. pour chaque corde de bois coupé, plutôt que de l'exporter et de ne laisser au pays que $8. à $15. par corde, puisque c'est tout ce qu'on peut en obtenir".

Malgré la grande publicité donnée à cette question, personne n'a encore osé y répondre.

Je demanderai maintenant de plus: "Il y a-t-il un homme au Canada qui est satisfait des conditions de la vie et des affaires, telles qu'elles existent et que font les autorités provinciales ou fédérales pour les améliorer?"

La question suivante qui s'impose est celle-ci: "Comment un tel changement pourrait s'opérer." Ma réponse est qu'une telle amélioration pourrait se faire en augmentant le nombre de nos industries pour donner ainsi plus d'emploi à un plus grand nombre d'ouvriers et créant un marché plus abondant pour les produits de la terre. En bâtissant des usines nous bâtissons de pair l'édifice agricole qui est plus important que jamais, depuis que les Etats-Unis ont mis l'embargo sur nos instruments agricoles, comme sur le bétail, le poisson, etc.

Et la question qui vient ensuite est: "Comment pourrons-nous obtenir de nouvelles industries." La réponse est qu'il n'y a pas de moyen plus facile, plus rapide et plus économique que le simple procédé de faire adopter par Ottawa un arrêté ministériel afin de prohiber l'exportation du bois brut du Canada. Personnellement, je connais au moins trois usines de pâte et papier qui seraient érigées dans une de nos provinces si un tel embargo était mis en vigueur et les autres provinces riches en pâtes de bois feraient aussi la même chose. Cela amènerait non seulement la construction d'autres moulins de papier, mais amènerait l'établissements d'industries additionnelles qui participeraient à ce réveil.

La concurrence pour l'achat des bois à papier deviendrait, sous de telles circonstances, si serrée parmi les usines de papier du pays que le bois gagnerait en valeur au lieu de se déprécier comme quelques intéressés américains tentent de le faire accroire aux cultivateurs. S'il y a un cultivateur au Canada qui croit réellement qu'un tel embargo n'ajouterait pas à la valeur et à la demande pour les régions forestières et son bois, alors cet homme manque de cette essence qui doit être la caractéristique de tout bon cultivateur canadien.,

Alors que le Canada était encore appelé un jeune pays je me souviens d'un homme qui élevait un poulin et l'appela d'abord "poulain" et l'animal continua de s'appeler "poulain" tant qu'il vécut. Le Canada a été défriché aussi longtemps que les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont une population de cent vingt millions d'hommes tandis que le Canada a moins de neuf millions d'âmes. Nous avons été de généreux exportateurs de matières premières que les Américains ont manufacturées et avec lesquelles ils se sont enrichis. Les Américains dirigent aujourd'hui près de cinquante moulins de pâtes et papiers aux Etats-Unis avec un rendement quotidien de cent tonnes de papier à journal chacun, avec entièrement du bois canadien. Nous fournisons aux Etats-Unis les plus précieuses de nos matières premières. Le Canada leur sert de marché pour le surplus de leurs produits manufacturés, pour le charbon ils ont mis un embargo sur nos machines agricoles, notre bétail, nos pêcheries et, de fait, sur tout ce que nous aimerions exporter.

Franchement, "Oui, nous n'avons pas de cervelle aujourd'hui."

Si la population du Canada est satisfaite de l'état actuel des affaires et des conditions de l'existence et ne vent pas de changement pour le mieux, alors il n'y a plus rien à dire; mais, à moins d'être sourd et s'il est vrai que je commence à ne plus voir clair, la situation ne paraît pas vouloir changer.

Frank J. D. Barnjum.

Montréal, 2 octobre 1923.

NOTES LOCALES

Assemblée des Forestiers ce soir..

* * *

La collecte faite dimanche dernier par l'Association d'Educati a été très satisfaisante pour les temps qui courent.

* * *

A louer une suite de trois chambres dans le Bloc Manitoba. Chambre de bain chauffée par la vapeur. Possession immédiate. Prix : $30.00 par mois. S'adresser à cet endroit.

* * *

Samedi, le 13 octobre, à 4.30 de l'après-midi, il y aura réception du Très Honorable Lloyd George, à l'Hotel de Ville de St-Boniface. Le public est cordialement invité à être présent pour rencontrer ce distingué personnage.

Les candidats commencent à se faire connaître comme maire. M. le Maire Swain, l'échevin Wilson et M. Collin comme échevins pour le quartier No. 1, M. Prospert Genaert. Quartier No. 2, MM. Taylor et Davis. Quartier No. 3, M. Ant. Gauvin. Quartier No. 4, M. Carson. Quartier No. 5, M. McLean.